



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Hausse des prix de l'énergie

Question au Gouvernement n° 4411

Texte de la question

### HAUSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE

**M. le président.** La parole est à M. Claude de Ganay.

**M. Claude de Ganay.** Monsieur le Premier ministre, j'ai reçu le week-end dernier une lettre dont voici un extrait :

« Monsieur le député,

« Habitante de votre circonscription, je travaille comme auxiliaire de vie auprès de personnes âgées et, chaque jour, j'effectue près de quatre-vingts kilomètres avec mon véhicule diesel. Quand je vois la facture de mon plein hebdomadaire, quasiment 60 euros, je suis démoralisée. Avec mon mari, qui doit se rendre également en voiture sur son lieu de travail, nous sommes de plus en plus obligés de réduire nos dépenses, en particulier de loisirs, pour payer notre facture énergétique qui ne cesse de grimper.

« Pourriez-vous interpellier le Premier ministre, qui m'apparaît comme un homme de bon sens (« Ah ! » sur divers bancs), sur notre situation ? »

Que puis-je donc lui répondre, monsieur le Premier ministre ? Que le Gouvernement, au lieu d'envisager la solution la plus simple et la plus rapide, va proposer un chèque carburant dont l'attribution sera particulièrement complexe et différée ? Ou bien que les 2,5 milliards d'euros de TVA supplémentaires sur les carburants serviront à payer les dispositifs du bouclier tarifaire sur le gaz et du chèque énergie, mis en place pour tenter d'effacer l'échec de votre politique énergétique ?

**Mme Émilie Bonnavard.** Eh oui !

**M. Claude de Ganay.** Ou encore dois-je lui rappeler que certains ministres se sont réjouis dans les médias qu'une marque de grande distribution fasse une opération à prix coûtant sur le carburant ? Confions donc le ministère de l'écologie à Michel-Édouard Leclerc ! (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LR.*)

Monsieur le Premier ministre, votre ministre de la transition écologique, hier sur France 2, regrettait « qu'il n'existe pas une base de données des gens qui ont besoin de leur voiture pour aller travailler ». Mais dans quel monde vivez-vous ?

**M. Michel Herbillon.** Quelle technocratie !

**M. Claude de Ganay.** En tout cas pas dans celui de la France qui travaille. Trois quarts des Français utilisent leur voiture pour aller travailler et leur pouvoir d'achat ne cesse de diminuer, si bien qu'on risque de les retrouver

sur les ronds-points.

Monsieur le Premier ministre, je ne peux qu'en appeler à l'homme de bon sens que vous êtes : baissez la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre de la transition écologique. (*Protestations sur les bancs du groupe LR.*)

**Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.** Cher Claude de Ganay (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*), permettez à la femme de bon sens que je suis de vous répondre. Une femme de bon sens qui connaît très bien ces territoires, qui sait ce que c'est que d'être dépendant d'une voiture pour aller travailler, et qui travaille avec un homme de bon sens, le Premier ministre, pour apporter la meilleure réponse à des personnes qui, comme la dame dont vous venez de citer la lettre, vivent concrètement la hausse des prix de l'énergie, évidemment due à la hausse – internationale – des prix du pétrole,...

**M. Damien Abad.** Et aux taxes !

**Mme Barbara Pompili, ministre.** ...et liée, aussi, au combat que nous sommes en train de mener tous ensemble pour faire face aux effets du réchauffement climatique.

Les 2,5 milliards d'euros que vous évoquez sont déjà plus que compensés par les 5 milliards que nous consacrons par ailleurs au bouclier énergétique mis en place consécutivement à la hausse du prix du gaz et à la hausse prochaine du prix de l'électricité. Bien sûr, nous n'allons pas nous arrêter là puisque nous avons dit que nous ne laisserions personne sans solution.

**M. Damien Abad.** Hélas, si !

**Mme Barbara Pompili, ministre .** D'ici à la fin de la semaine, la dame qui vous a écrit ainsi que tous nos concitoyens qui auront besoin d'une réponse sur la manière dont nous allons les aider, l'auront. Nous allons les aider à passer ce cap difficile au moment où ils ont besoin que l'État soit à leurs côtés – et ce sera le cas. C'est un combat que nous devons mener tous ensemble. Nous voyons bien, en effet, que nous devons apporter des réponses dans l'urgence.

**M. Pierre Cordier.** Commencez par baisser les taxes pour tout le monde !

**Mme Barbara Pompili, ministre .** Nous voyons bien que cette situation est imputable à notre dépendance au pétrole, au gaz mais aussi aux composants qui font défaut à notre industrie, et que nous achetons à l'étranger. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*) Donc, tous ensemble, nous devons nous battre pour qu'à moyen et à long termes, nous ne soyons plus dépendants, ce qui passe en particulier par l'électrification de nos besoins. Je sais que nous serons tous au rendez-vous.

**M. Damien Abad.** Vous n'avez plus aucune crédibilité !

## Données clés

**Auteur :** [M. Claude de Ganay](#)

**Circonscription :** Loiret (3<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 4411

**Rubrique :** Énergie et carburants

**Ministère interrogé :** Transition écologique

**Ministère attributaire :** Transition écologique

Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [20 octobre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [20 octobre 2021](#)